

GUINÉE ÉQUATORIALE

## La France fait échec à l'OTAN



La spectaculaire arrestation de Mark Thatcher en Afrique du Sud et les aveux de ses complices au Zimbabwe et en Guinée équatoriale ont permis de faire toute la lumière sur le coup d'État avorté guinéo-équatorien. L'opération n'était pas le fait d'aventuriers, ni même de mercenaires à la solde de financiers internationaux, mais de l'OTAN. Les États-Unis avaient mobilisé des moyens britanniques et espagnols pour renverser Teodoro Obiang et s'assurer le contrôle du pays avant d'y construire la plus grande centrale de liquéfaction de gaz au monde. Au passage, ils auraient expulsé Total du marché au profit de Repsol. Informée de l'opération, la France l'a fait échouer.

page 2

### Guerre d'analyses sur le Darfour

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Michael Ancram, s'indigne du laisser-faire de Tony Blair face à la situation d'urgence au Darfour : 1 000 personnes meurent chaque jour, mais le gouvernement travailliste s'est borné à évoquer des « sanctions » au Conseil de sécurité. Si personne ne doute de la gravité de la crise et de l'urgence de la résoudre, on peut néanmoins s'interroger sur une analyse que Jacob Kellenberger, président du CICR, refuse de reprendre à son compte.

page 8

REPÈRE : 8 AOÛT 1951

### La condamnation d'Henri Martin

Henri Martin, ex F.T.P., s'est engagé dans la Marine pour combattre les Japonais, fin 1945. Il constate qu'il est mobilisé non contre les fascistes, mais contre les Indochinois qui revendiquent leur liberté. Les cadavres qu'il voit flotter sur l'eau sont ceux de malheureux paysans tués par la Légion étrangère (composée de 40 % d'Allemands, évitant ainsi les camps de prisonniers). Le 14 avril 1946, après avoir vu les habitants d'Haiphong mourir de faim, il participe au blocus du Nord en coulant les jonques qui transportent du riz. « *Je me souviens quand on a tué le petit môme [...] C'était des civils avec un bébé [...] Je conduisais le canot [...] C'est moi qui ai amené la mort avec deux fusils-mitrailleurs. C'est une complicité d'assassinat.* » Il participe au bombardement d'Haiphong, le 23 novembre 1946. Revenu en France en décembre 1946, il distribue des tracts à Toulon réclamant la cessation des hostilités en Indochine. Il est arrêté et condamné à 5 ans de prison. (Source : Calendrier des crimes de la France coloniale) ■



### LES NEW-YORKAIS REFUSENT LA VERSION OFFICIELLE DU 11 SEPTEMBRE

Alors que les États-Unis s'apprêtent à célébrer en pleine campagne électorale le troisième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, une enquête réalisée par l'institut de sondage Zogby international révèle les doutes des New-Yorkais sur la version officielle de ces événements. Selon cette étude, 49,3 % des habitants de New York City estiment que les dirigeants du pays « *savaient à l'avance que des attaques étaient programmées le 11 septembre ou à cette période, et qu'ils ont délibérément manqué d'agir* ». Un scénario qui rappelle le précédent historique de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, délibérément acceptée par Franklin Delano Roosevelt pour lui permettre d'engager les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale du côté des Alliés.

Le candidat alternatif Ralph Nader, qui a demandé la création d'une commission d'enquête citoyenne sur les événements du 11 septembre, est le seul à avoir osé se rapprocher des positions défendues sur ce sujet par le Réseau Voltaire et, aux États-Unis, par le professeur David Griffin, auteur du *New Pearl Harbor* (Editions Interlink, 2004). ■

## Guinée Équatoriale

# La France fait échec à l'OTAN

**La spectaculaire arrestation de Mark Thatcher en Afrique du Sud et les aveux de ses complices au Zimbabwe et en Guinée équatoriale ont permis de faire toute la lumière sur le coup d'État avorté guinéo-équatorien. L'opération n'était pas le fait d'aventuriers, ni même de mercenaires à la solde de financiers internationaux, mais de l'OTAN. Les États-Unis avaient mobilisé des moyens britanniques et espagnols pour renverser Teodoro Obiang et s'assurer le contrôle du pays avant d'y construire la plus grande centrale de liquéfaction de gaz au monde. Au passage, ils auraient expulsé Total du marché au profit de Repsol. Informée de l'opération, la France l'a fait échouer.**



Nous rapportons en avril dernier des éléments au sujet d'un **projet avorté de coup d'État contre Téodoro Obiang Ngema en Guinée Équatoriale**. L'opération avait été interrompue par l'arrestation au Zimbabwe d'un groupe de mercenaires, emmené par Simon Mann. Il faisait escale à Harare pour embarquer des armes et espérait rejoindre une équipe sur place pour renverser le régime de ce petit pays assis sur la troisième réserve d'hydrocarbures de l'Afrique sub-saharienne. De nouveaux éléments ont fait surface depuis, avec la spectaculaire arrestation de Sir Mark Thatcher, fils de l'ancienne Premier ministre britannique et renard de la finance internationale. Son interpellation au saut du lit, le 25 août dans sa résidence sur les hauteurs du Cap où séjournent toujours quelques nostalgiques de l'Apartheid, est le travail des

Scorpions, la brigade anti-fraude de l'Afrique du Sud qui s'est dotée d'une loi sévère à l'encontre des activités de mercenariat, le *Foreign Military Assistance Act*. Sir Thatcher a été libéré contre le versement d'une caution s'élevant à plus de 200 000 € et devra se présenter à la justice du Cap le 25 novembre prochain.

La justice zimbabwéenne vient d'acquitter vendredi dernier 66 des 74 mercenaires de l'équipe de Mann, qui pour sa part a été inculpé de tentative d'achat illégal d'armes et sera condamné le 10 septembre à une peine pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison.

Le verdict en Guinée Équatoriale concernant Nick Du Toit et 18 hommes de son « *équipe cheval de Troie* » a quant à lui été ajourné à la demande du procureur, compte tenu des nouveaux éléments qui sont apparus ces derniers jours et mettent en cause Mark Thatcher. Du Toit, qui a affirmé que Thatcher était présent lors d'une réunion de préparation du coup, pourrait d'ailleurs être acquitté en raison de sa coopération dans le cadre de l'enquête [1].

Au centre du volet Thatcher, la compagnie d'aviation Triple A Aviation qu'il aurait utilisée pour transférer les quelques 275 000 dollars de financement de l'opération. En janvier, la compagnie aurait signé un contrat de prestation de services aériens avec Logo, la compagnie de Simon Mann. Les enregistrements bancaires mettent en évidence un transfert de 100 000 dollars vers le compte de Logo, daté du 2 mars, soit quelques jours seulement avant la tentative de coup avortée [2].

Si la demande d'extradition du fils de la « Dame de fer » vers la Guinée Équatoriale a été refusée par l'Afrique du Sud, les enquêteurs pourront néanmoins l'interroger sur place. Il s'apprêtait à quitter le pays, où il s'était installé en 1996 pour échapper à une enquête fiscale. Il avait mis sa résidence en vente pour 4,5 millions de dollars et avait réservé des billets d'avion à destination des États-Unis pour sa famille lorsque les Scorpions l'ont interpellé.

## Des témoins stimulés par les lois anti-mercenariat

Plusieurs témoins-clés sont donc passés à table, vraisemblablement inquiets de la sévérité des lois anti-mercenariat en vigueur en Afrique du Sud et au Zimbabwe. Confirmant la thèse selon laquelle, à l'issue du coup d'État, le leader équato-guinéen en exil Severo Moto devait être installé aux commandes du pays, l'un d'entre eux vient de livrer des éléments décisifs pour l'enquête menée par la justice sud-africaine : il s'agit de Crause Steyl, partenaire financier de Thatcher et ancien pilote d'élite. Outre les contrats pour la fourniture de matériel aéronautique passés entre lui et Thatcher, le quotidien britannique *The Observer* vient de révéler de source sud-africaine que Crause Steyl avait accompagné Moto à bord d'un aéronef de type King Air 200, depuis Madrid jusqu'aux îles Canaries, la veille du jour prévu pour l'opération. L'avion aurait ensuite pris la direction de Bamako (Mali) où Moto devait être tenu au courant de la progression du putsch.

Tout était minutieusement prévu pour que Moto soit installé au pouvoir dans les 30 minutes qui auraient suivi le renversement d'Obiang. Mais le jour suivant, le Boeing 727 militarisé [3] piloté par Neil Steyl, le frère de Crause Steyl, et à bord duquel se trouvaient Mann et ses quelques 60 mercenaires, était arraisonné à l'aéroport de Harrare.

D'autre part, on apprenait récemment que le bras droit de Simon Mann, un jeune homme de 24 ans, James Kershaw, est en possession d'une liste connue comme la « *Liste Wonga* », qui mentionne les personnalités parfois influentes et publiques ayant financé le projet de putsch. Cité comme recruteur de l'opération par plusieurs témoins, il aurait passé un accord avec la justice sud-africaine pour apporter des éléments de preuve lors des futures audiences.

Le rôle du businessman d'origine libanaise Ely Calil s'est également confirmé et éclairci, d'une part en raison des recoupements sur le rôle de Severo Moto, dont il est un proche ami, mais également grâce au témoignage de Mann, riche en détails et qui ne paraît pas, avec de la distance, avoir été obtenu par la torture. Il expliquait ainsi dans sa déposition : « *Ely Calil m'a demandé si je voulais rencontrer Severo Moto (...). J'ai rencontré Severo Moto à Madrid. Il est certainement un homme bon et honnête. Il a fait des années de séminaire (...). À ce moment-là ils m'ont demandé si je pouvais participer à l'escorte de Severo Moto jusque chez lui à un moment précis alors que simultanément il y aurait un soulèvement de l'armée et des civils contre Obiang (...). J'ai accepté d'essayer de venir en aide à cette cause.* ».



Lord Jeffrey Archer

Comme nous l'avions mentionné au mois d'avril, Ely Calil a été mis en examen par la justice française dans le cadre de l'affaire Elf, en tant qu'intermédiaire privilégié du dirigeant nigérian Abacha dans le versement de commissions occultes sur les contrats pétroliers.

Calil est aussi un proche ami de Lord Jeffrey Archer, soupçonné d'avoir versé 74 000 livres sterling sur le compte de Mann 4 jours avant que ce dernier soit arrêté au Zimbabwe. Le Lord et écrivain à succès n'a pas nié avoir effectué ce versement, tout en jurant ne pas avoir été au courant des projets de ses

amis [4].

## L'OTAN au service de la Coalition du pétrole

Mais l'histoire ne s'arrête pas là : au-delà de la personnalité de Mark Thatcher qui fait diversion, ses véritables acteurs commencent à se détacher d'une toile de fond, l'OTAN, et la France se sont livrés à une lutte stratégique qui rappelle singulièrement la situation de l'Irak, autre pays parmi ceux, désormais rares, à offrir de solides perspectives de retours sur investissements dans le secteur de l'énergie.

En effet, la thèse d'une simple opération « à l'ancienne » diligentée par quelques mercenaires et aventuriers de la finance internationale ne tient guère la route dans un contexte de tensions croissantes sur le marché de l'approvisionnement énergétique mondial. On sait par exemple que la compagnie pétrolière états-unienne Marathon Oil devait investir 1 milliard de dollars dans un projet de terminal de gaz naturel liquéfié en Guinée Équatoriale. Cependant, certains experts, qui soulignent que ce projet est le plus

important au monde dans le domaine du gaz liquéfié, estiment ce contrat à 3 milliards de dollars. Le terminal devait répondre au programme d'urgence visant à compenser la baisse vertigineuse de la production états-unienne domestique. Ce programme d'urgence est au centre des préoccupations de Washington et ne peut évidemment en aucun cas être laissé à la seule appréciation du marché qui s'est montré incapable d'anticiper la crise [5]. Curieusement, le site de la compagnie précise que le contrat passé avec le ministère des Mines, de l'Industrie et de l'Énergie équato-guinéen et la compagnie nationale GEPetrol doit être finalisé... au premier trimestre 2004. Un obstacle imprévu aurait-il contrarié ces plans ?

En décembre 2002, le Premier ministre espagnol José Maria Aznar recevait Téodoro Obiang Ngema à Madrid. Outre l'amitié de longue date entre Aznar et le rival d'Obiang, Severo Moto [6], les ambitions de la compagnie espagnole Repsol, jusqu'alors totalement écartée de la production des 400 000 barils quotidiens équato-guinéens, furent au menu des discussions entre les deux leaders. Néanmoins, l'essentiel des contrats d'exploitation étant déjà signés et la production ne pouvant guère être augmentée, Repsol devait se contenter des miettes que lui laissaient Exxon-Mobil, Amerada Hess (ancienne Triton) et Total, principales compagnies actives sur le sol équato-guinéen.

Une réunion était organisée en février dernier au Royal Institute of International Affairs de Londres sur l'avenir de la Guinée Équatoriale. Au moins un représentant du gouvernement britannique ainsi que des représentants de l'industrie pétrolière étaient présents pour l'occasion, et selon plusieurs personnes présentes à la réunion, de nombreuses rumeurs y circulaient quant à l'éventualité d'un coup d'État. Pourtant, suite à une récente affirmation du quotidien *The Observer* selon laquelle les services secrets anglais, états-uniens et espagnols avaient connaissance du projet de putsch [7], le ministre des Affaires étrangères Jack Straw s'est empressé de déclarer que le gouvernement de Tony Blair n'avait aucune connaissance préalable de ce projet.

Quoi qu'il en soit, alors même que ce projet entrait dans sa phase finale et que les mercenaires se préparaient à entrer en action, deux navires de guerre espagnols quittaient subrepticement une base de l'OTAN, celle de Rota, avec à leur bord 500 soldats d'élite. Seuls les personnels embarqués semblaient être au courant de leur destination, et l'Espagne n'avait pas envoyé de navire en Guinée Équatoriale depuis l'indépendance du pays en 1968. Ce mouvement était placé sous le contrôle direct du Commandant en chef du Commandement européen des forces états-uniennes et Commandeur suprême de l'OTAN, le général James L. Jones.

Des fuites, probablement en provenance d'Afrique du Sud, parvinrent à la presse espagnole et le gouvernement d'Aznar ordonna donc au convoi de s'immobiliser aux Canaries. Par la voix de sa ministre des Affaires étrangères Ana Palacio, ce même gouvernement qui n'avait pas annoncé l'expédition fit savoir qu'il s'agissait « *non pas d'une mission de guerre, mais de coopération* » pour la livraison de matériel militaire destiné à aider Obiang dans le conflit frontalier qui l'oppose au Gabon voisin. Le porte-parole du gouvernement Aznar ajouta que la décision avait été prise d'annuler l'expédition « *en raison du malentendu occasionné par les compte-rendus de la presse* » et qu'il jugeait opportun de la

repousser au-delà des élections équato-guinéennes prévues en avril [8].

Cette implication de l'OTAN ne laisse planer aucun doute sur la participation des États-Unis aux projets de Thatcher, Mann et consorts.

D'autres sources affirment que l'Espagne allait profiter d'un séjour d'Obiang au Maroc, où il se fait régulièrement soigner pour un cancer, pour soutenir les mercenaires, « rétablir l'ordre » sur l'île dans l'éventualité que la situation dégénère, installer Moto au pouvoir et lancer un mandat d'arrêt international contre Obiang.



Le général  
James Jones



Jacques Chirac et  
Téodoro Ngema Obiang

En outre, les services français avaient parfaitement la possibilité de s'interposer en informant les autorités d'Afrique du Sud et/ou du Zimbabwe en temps voulu, leur permettant d'arrêter les mercenaires en route pour Malabo et protégeant de la sorte les intérêts de Total. Et aujourd'hui, le gouvernement

espagnol de Zapatero se fait un plaisir d'aider la justice sud-africaine.

Il y a trente ans, dans un scénario digne d'un roman de Frederick Forsyth, quelques mercenaires habiles et sans scrupules se seraient assurés une retraite paisible. Aujourd'hui, pour quelques milliers de barils de plus, c'est l'OTAN, au nom de la même Coalition pétrolière qui a envahi l'Irak, qui est partie à l'aventure avec la haute finance internationale dans son sillage.

### Arthur Lopic

[1] « Du Toit may be pardoned in return for 'co-operation' », par Kim Sengupta, *The Guardian*, 31 août 2004.

[2] « Mark Thatcher : The Money Trail », par Wisani Wa Ka Ngo, *Mail & Guardian* (Johannesbourg) du 27 août 2004.

[3] Il a été précisé que cet avion avait été transformé pour un usage militaire par l'armée US, de manière à le faire atterrir et décoller sur des pistes plus courtes et permettre un accès en vol à une soute pressurisée. Mann l'a acheté en versant 400 000 dollars de sa poche à une société basée dans le Kansas, une semaine avant l'opération.

[4] « Coup plot conviction increases the pressure on Mark Thatcher », par Fred Bridgland, *The Scotsman*, 28 août 2004.

[5] Sur la convergence du marché de l'énergie et de la stratégie militaire états-unienne, voir l'article « Les ombres du rapport Cheney », par Arthur Lopic, *Voltaire*, 30 mars 2004.

[6] « Exiled leader in Spain denies any link to coup attempt », par Ben Sills et David Pallister, *The Guardian*, 27 août 2004.

[7] « Britain dragged into coup plot as rumours swirl over London meeting », par Anthony Barnett, Martin Bright et Patrick Smith, *The Observer*, 29 août 2004.

[8] « Spain 'secretly backed coup by sending warships' », par Edward Owen, *The Times*, 27 août 2004.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### **Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Guerre d'analyses sur le Darfour

## Analyse

La classe dirigeante française s'est une nouvelle fois ridiculisée en multipliant les déclarations grandiloquentes pour dénoncer un fait divers prétendument anti-sémite, alors que ce crime ne l'était nullement. Elle multiplie donc les tentatives d'explication pour justifier ses erreurs. Esther Benbessa, de l'École pratique des hautes études, ramène dans *Libération* cet emballement à un simple phénomène psychologique : la recherche du sensationnalisme. Tout doit être tenté pour évacuer la signification politique de ces affaires et pour cacher à l'opinion publique française le rôle de l'ICCA, le cabinet de relations publiques créé par le ministère israélien des affaires étrangères pour accroître cet emballement.

Dans *Le Monde*, Esther Benbessa, encore elle, décrit les juifs de France comme des « sionistes sans sionisme », c'est-à-dire comme des israélophiles ne souhaitant pas s'installer en Israël. Selon elle, les crises successives entre la Paris et Tel-Aviv sont largement imputables à la conception sioniste dominante en Israël selon laquelle l'État juif serait l'État de tous les juifs. Le temps est venu pour le gouvernement israélien de reconnaître l'identité de la diaspora. Notons que, jusqu'à présent, ce point de vue, qui n'est pas nouveau, est qualifié de « haine de soi-même » par les sionistes.

L'ancien directeur de la Coalition des juifs républicains, Michael J. Wissot, fait l'apologie de George W. Bush dans le *Jerusalem Post*. Ce président a soutenu Israël plus que nul autre, écrit-il. Kerry, quant à lui, s'est montré hésitant sur bien des sujets et ne mérite donc pas le même soutien.

Toujours à propos de ce scrutin, Ian Bremmer du World Policy Institute se demande dans l'*International Herald Tribune* quelles seraient les conséquences d'un attentat aux États-Unis pendant la période électorale. Selon



lui, elle conduirait exclusivement à un durcissement de l'USA Patriot Act et à aucune action militaire extérieure significative. Contrairement au 11 septembre, il en résulterait un scénario à l'espagnole, c'est-à-dire profitable à Kerry plutôt qu'à Bush.

Le député conservateur britannique, Michael Ancram, s'indigne dans le *Daily Telegraph* du laisser-faire de Tony Blair face à la situation d'urgence au Darfour. Alors que, selon Washington, 1 000 personnes meurent chaque jour, le gouvernement travailliste a fait voter le principe vague de « sanctions » par le Conseil de sécurité, puis est parti en vacances. Si personne ne doute de la gravité de la crise et de l'urgence de la résoudre, on peut néanmoins s'interroger sur les chiffres avancés par les Etats-Unis et sur l'analyse qui est faite de ce drame. Il n'est pas sérieux de prétendre, comme le fait M. Ancram, que les milices sont intégrées à l'armée soudanaise. Secondairement, sur le plan de la communication, on observera l'efficacité et la généralisation de ce nouvel argument politique : « le gouvernement est parti en vacances ».

Jacob Kellenberger, président du Comité international de la Croix-rouge, s'exprime avec beaucoup plus de circonspection dans l'*International Herald Tribune*. Se gardant bien d'avaliser les chiffres et analyses contestés, il se borne à rappeler aux gouvernements qu'une crise de cette ampleur ne peut être résolue par la simple action humanitaire : il faut une solution politique.

Paula Newberg, du National Democratic Institute (NED/CIA), déplore les mauvaises conditions dans laquelle se déroule la campagne électorale en Afghanistan pour mieux se féliciter qu'elle ait lieu. On ne peut espérer installer la démocratie en un claquement de doigt, aussi faut-il se contenter d'avancer dans la bonne direction, assure-t-elle en substance dans le *Los Angeles Times*. Relevons que si l'argument réaliste est pertinent en soi, il n'appartient pas au National Democratic Institute de l'invoquer positivement en Afghanistan lorsque le résultat de l'élection s'annonce favorable à Washington et de le réfuter en Géorgie lorsque les résultats déplaisent au Département d'État.

Mattheuw Levitt, analyste au WINEP, se félicite dans le *Daily Star* que le rapport de la Commission présidentielle sur le 11 septembre connaisse un tel succès de librairie. En effet, il diffuse la théorie du clash des civilisations en désignant clairement le terrorisme islamique comme l'ennemi.

Malheureusement, peut être pour des motifs diplomatiques, ce même rapport préconise des actions à long terme contre le terrorisme en favorisant une évolution positive des régimes qui le soutiennent. Ces recommandations ne sont pas opératoires puisqu'elles renforceraient en fait les régimes qui soutiennent le terrorisme, en premier lieu l'Arabie saoudite. Cette tribune, signée par un lobbyiste pro-israélien et publiée dans un journal libanais filiale du *New York Times*, illustre l'inquiétude de son milieu pour le manque de ferveur de la population états-unienne face à une éventuelle guerre contre Riyad. Mais la campagne de diabolisation du nouvel ennemi ne fait que commencer.

**Réseau Voltaire**

## Esther Benbassa



Esther Benbassa est directrice d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE) où elle est titulaire de la chaire d'histoire du judaïsme moderne. Elle est l'auteur de *la République face à ses minorités. Les juifs hier, les musulmans aujourd'hui*.

## « L'urgence de la prudence »

Source : Libération

Référence : « L'urgence de la prudence », par Esther Benbassa, *Libération*, 30 août 2004.

Après les affaires Marie Leblanc et Phineas, la question du type de réaction, médiatique et politique, qu'il convient d'avoir face à des actes apparemment inspirés par l'antisémitisme avant que l'enquête n'ait fourni une conclusion se pose avec toute son acuité. Par leur fonction, les médias se doivent indéniablement d'être dans l'immédiateté et ils ne peuvent s'accorder de temps. Pourtant, on exige d'eux une rigueur et une exactitude qui ne se développe que dans la durée. Les politiques se sentent eux aussi soumis à cette exigence de l'immédiateté de peur que leur prudence puisse être assimilée à du laxisme ou de la complaisance. Aussi, les condamnations sont rapides, ce qui apaise les esprits des victimes à défaut de faire cesser ces actes. Les politiques disposent pourtant de plus de temps, ne serait-ce que de celui de leur mandat, pour envisager des remèdes dont l'efficacité ne se révélera qu'à moyen ou long terme, notamment par la pédagogie.

La masse des informations qui arrivent aux rédactions entretient la boulimie et les images et les textes submergent par la suite le public. La violence n'est plus exceptionnelle ; celle qui oppose Israéliens et Palestiniens s'est installée dans l'intimité. Chacun s'identifie en fonction de ses origines et réclame un droit à la haine, à la victimisation. Il y a cependant des degrés dans l'échelle de « valeurs » qui s'applique à la haine. L'arabophobie recueillant moins d'échos dans les médias -comme dans la société en général, qui la trouve plus tolérable que la haine antisémite-, Michaël Tronchon, alias Phineas, ne va pas se contenter de blesser un Arabe à coups de hache, il profanera un cimetière juif en empruntant ses symboles à l'antisémitisme de type nazi... et à la haine antiarabe. Phineas s'était érigé en bourreau. Marie Leblanc, en victime. Chacun se rejouait les scènes qu'il avait vues à la télé. Dans sa mythomanie, l'antisémitisme imaginaire de Marie Leblanc ressemblait à celui que Phineas orchestrait. Deux personnes en mal de médiatisation qui ont éclaté médiatiquement, ce qui peut laisser craindre que plus d'une personnalité instable pourrait être tenté de maquiller ses méfaits en acte antisémite ou de se poser en victimes d'un tel acte.

De tout cela, la faute à qui ? Aux médias qui utilisent trop l'émotion ? Aux politiciens qui confondent l'affectif et le politique ? À certains intellectuels qui ont attisé le feu au lieu de le contenir et ont brandi avec légèreté l'accusation d'antisémitisme, plus rarement celle de racisme ? À la quasi-absence des intellectuels arabo-musulmans susceptibles de contrer la dérive antisémite ? Le travail fait jusqu'ici sur l'antisémitisme a pris la forme d'une sorte de leçon adressée au monde pour empêcher la répétition de l'horreur, mais on a fini par résumer l'histoire du judaïsme à celle de la Shoah, puis aux images d'Israël écrasant les Palestiniens. On ne voit les juifs que comme des victimes ou comme des bourreaux. En voulant exorciser l'antisémitisme, on l'a banalisé et les récentes manifestations de haine antijuive n'ont longtemps été évoquées que pour être imputées aux Arabo-musulmans alors que nos profanateurs et

simulateurs ne sont pas issus de ces milieux.

Il est temps de rompre avec le sensationnalisme autour de l'antisémitisme

## Esther Benbassa



Esther Benbassa est directrice d'études à l'Ecole pratique des hautes études (EPHE) où elle est titulaire de la chaire d'histoire du judaïsme moderne. Elle est l'auteur de *la République face à ses minorités. Les juifs hier, les musulmans aujourd'hui*.

### « Juifs de France, des sionistes sans sionisme »

Source : Le Monde

Référence : « Juifs de France, des sionistes sans sionisme », par Esther Benbassa, *Le Monde*, 31 août 2004.

Dès 1919, le leader sioniste Méir Dizengoff constatait l'existence de ce qu'il appelait des « sionistes sans sionisme », il décrivait alors les juifs de l'Empire ottoman qui ne songeaient pas à sacrifier leur situation économique en émigrant. On peut constater que ce sont les populations juives pauvres qui ont émigré vers Israël et que l'émigration d'Europe et des États-Unis sera toujours sporadique et numériquement insignifiante. Qu'il y ait eu des émigrations individuelles, par adhésion aux grands principes du sionisme, ne fait pas de doute, mais le grand nombre n'en restait pas moins peu concerné. Aujourd'hui, les juifs de la diaspora sont plus nombreux qu'en Israël, mais cette non-émigration n'a pas empêché le développement d'un lien affectif fort avec un État dont la simple existence est devenue, avec le temps, un marqueur identitaire. La France n'a connu que 60 à 70 000 départs depuis 1948 et quelques pics dépassant rarement 2 000 par an. En stigmatisant la France comme le pays d'un « antisémitisme déchaîné » et en appelant les juifs français à émigrer en Israël, Ariel Sharon a renoué avec l'un des fondements du sionisme originel : l'affirmation de la centralité d'Israël par rapport à la diaspora, même si cette affirmation devait entrer en conflit avec les intérêts de cette dernière. Le lendemain, le porte-parole du gouvernement israélien déclarait que la place des juifs de France et du monde entier, était en Israël. En cette période de guerre et de crise économique en Israël, souligner le rôle primordial de ce pays, comme puissance tutélaire et lieu d'accueil, visait sans doute à ranimer la flamme d'une idéologie sioniste affaiblie par des décennies de Realpolitik en réaffirmant ce devoir de grand frère qu'Israël s'est assigné lui-même. Les clivages entre Israël et la diaspora ne datent pas d'hier. Face au juif nouveau en gestation dans le jeune État, puissant et victorieux, le juif de diaspora était décrit comme un être faible, mais aujourd'hui, de nombreux Israéliens recherchent leurs origines diasporiques, gommées par l'idéologie sioniste. En outre, beaucoup d'Israéliens s'inquiètent pour leur avenir et ont profité de l'élargissement de l'Union européenne pour reprendre également la nationalité de pays de l'Est, celle de leurs parents ou grands-parents. Nombreux sont ceux qui vont jusqu'à y investir dans l'immobilier, de crainte de devoir un jour quitter Israël, ou qui gagnent les États-Unis pour y trouver de meilleures perspectives économiques. Le sionisme a échoué à créer un être nouveau. Par ailleurs, nombre d'Israéliens craignent, en cette période de récession, l'arrivée de juifs occidentaux qualifiés ou de devoir cohabiter dans les mêmes quartiers avec les Falachas, ces juifs noirs pauvres venus d'Éthiopie. Ils continuent à se plaindre

des immigrants russes et importent de la main-d'œuvre étrangère non juive. Les Israéliens se sont, en un sens, normalisés, mais pas le sionisme, qui a bien du retard à rattraper sur les mentalités.

La normalisation d'Israël passe aussi par sa démythification comme pays de tous les juifs, et des juifs seulement, et par la reconnaissance de l'expérience diasporique. Ce cheminement intellectuel lui permettrait de revoir ses rapports avec les Palestiniens. Nombreux sont les juifs en France à se définir à la fois comme citoyens et comme sionistes. Ils sont en fait plus « israélophiles », émotionnellement attachés à Israël, que sionistes. Ils vivraient sans doute cette condition de manière moins exacerbée si Israël renonçait à mettre ses diasporas sous pression, à les considérer comme des entités mineures à son service, utilisables jusqu'à la déstabilisation. L'antisémitisme doit être combattu par les citoyens et habitants de la France dans leur ensemble, dans le cadre d'une lutte globale contre le racisme.

## Michael J. Wissot



Michael J. Wissot est vice-président de la Luntz Research Companies et professeur de communication à la Pepperdine Law School de Malibu, une université privée des Églises du Christ dont le doyen est Kenneth W. Starr. Il a été directeur pour la Californie du Sud de la Republican Jewish Coalition.

### « Le verbiage et la sensibilité ne vont pas vaincre le terrorisme »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Waffling and 'sensitivity' won't beat terror », par Michael J. Wissot, *Jerusalem Post*, 30 août 2004.

Pour le renversement de Saddam Hussein, sa résolution à combattre les terroristes islamistes, son soutien sans faille à Israël, sa volonté de s'opposer aux personnes conciliantes avec le terrorisme aux États-Unis et son attachement au principe des attaques préventives, les juifs souhaitent la réélection de **George W. Bush**. En trois ans et demi, il a fait plus pour Israël que tous les autres présidents en 50 ans.

Aux États-Unis, la seule chose qui dépend uniquement du président est la sécurité nationale et, sur ce point, on ne peut pas faire confiance à **John Kerry**. Quand George Bush a déclaré la guerre au terrorisme, les objectifs d'Israël sont devenus ceux des États-Unis et inversement. Les propos que le président a tenus devant la conférence de l'**AIPAC** ne laissent pas de doute sur ce point. Aujourd'hui, d'après le sondage réalisé par ma firme et réalisé pour l'**Hudson Institute**, vaincre le terrorisme est la préoccupation principale des Américains comme des Israéliens et les États-Unis ont adopté la même méthode qu'Israël : traquer les terroristes où qu'ils soient.

Kerry de son côté a condamné la barrière de sécurité israélienne en octobre dernier avant de la présenter comme un acte de légitime défense. Entre ces deux prises de position cependant, des Israéliens sont morts dans des attentats terroristes. Ce n'est pas Bush qui aurait hésité ainsi. Kerry a également déclaré que les États-Unis devraient davantage prêter attention aux opinions de l'Union européenne et de l'ONU alors que ces deux institutions ignorent l'antisémitisme et le terrorisme. Il s'est également montré déférent avec **Yasser Arafat**.

Ian Bremmer



Ian Bremmer est président de l'Eurasia Group et membre du World Policy Institute.

## « Espérer une guerre au terrorisme très différente »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Expect a very different war on terror », par Ian Bremmer, *International Herald Tribune*, 30 août 2004.

**Tom Ridge** a annoncé que des informations crédibles indiquaient qu'Al Qaïda cherchait à mener une attaque de grande ampleur aux États-Unis dans un effort pour saper le processus démocratique. En faisant cette annonce, le secrétaire à la Sécurité de la patrie a intensifié les spéculations sur ce qui pourrait advenir si une attaque terroriste survenait à la veille d'une élection qui devrait être serrée. La sagesse conventionnelle vaut qu'une telle attaque produirait un regroupement autour de **George W. Bush** comme on l'a vu après le 11 septembre. Le 11 septembre, les Américains furent d'abord frappés par la stupeur et l'incompréhension, c'était la première fois qu'ils comprenaient la menace que Ben Laden et les Talibans faisaient peser sur eux. **Donald Rumsfeld** et **George Tenet** eurent un rôle moteur pour orchestrer la « guerre au terrorisme » qui regroupa la nation contre les Talibans et Al Qaïda. Plus tard, avec moins de soutien intérieur et extérieur, l'attention se porta sur l'Irak et le renversement de Saddam Hussein. Une attaque terroriste qui aurait lieu, disons, le 11 septembre 2004, n'aurait pas du tout la même réponse venant de beaucoup d'Américains car nombreux seraient ceux qui se demanderaient ce qu'a fait l'administration Bush pendant trois ans et demi. Ses opposants reprocheraient au président d'avoir détourné la guerre au terrorisme en attaquant l'Irak.

Que se passerait-il si les instigateurs de l'attaque étaient encore Saoudiens ? Les États-Unis attaqueraient-ils l'Arabie saoudite alors que le prix du baril est au plus haut ? La réponse se porterait-elle sur l'Iran dont les liens avec Al Qaïda sont de plus en plus évidents même s'il semble que Téhéran n'était pas au courant de l'attaque du 11 septembre ? Les protestations intérieures et extérieures face à une telle attaque la rend inimaginable. Par conséquent, l'administration Bush devrait avoir une réponse domestique et ce serait Tom Ridge et **John Ashcroft** qui mèneraient la riposte en renforçant encore le *Patriot Act*. On trouverait sûrement des partisans de ce renforcement, mais rien de comparable avec l'attaque de l'Afghanistan. On serait loin d'un ralliement unanime autour de la figure de Bush et on aurait sans doute plus un scénario à l'espagnole.

## Michael Ancram



Michael Ancram est député conservateur britannique et ministre des Affaires étrangères du cabinet fantôme.

### « Pendant que le Darfour souffrait, le gouvernement Blair était en vacance »

Source : Daily Telegraph

Référence : « While Darfur suffered, Blair's government went on holiday », par Michael Ancram, *Daily Telegraph*, 30 août 2004.

Les crises humanitaires sont trop fréquemment utilisées par les politiciens comme des opportunités en terme d'image, mais quand la rhétorique fait face à la réalité, il faut agir. Pour le Soudan, le moment est venu et l'ultimatum de l'ONU expire. J'ai approuvé la visite de **Jack Straw** au Soudan et je m'étais moi-même rendu dans le Sud du pays l'année dernière. Au Darfour, les causes du conflit sont à peu près les mêmes que dans le Sud, mais c'est l'échelle qui est différente puisque la situation se rapproche de ce qui s'est passé au Rwanda. Comme dans le Sud, le gouvernement de Khartoum a encouragé des milices à faire son sale travail. L'**USAID** estime qu'au moins 80 000 personnes sont mortes au Darfour depuis février 2003, 1,2 million de personnes ont dû quitter leur maison et 1 000 personnes meurent chaque jour. Les atrocités sont indicibles et l'objectif de l'armée soudanaise, qui intègre les miliciens, est qu'elles continuent. Dans ces conditions, j'ai été surpris d'entendre M. Straw affirmer que la situation s'améliore et qu'il ne préconisait que des « sanctions » contre le Soudan. « Sanction » est généralement le terme employé pour nier son devoir moral à agir, un devoir mis en avant par **Tony Blair** en 2001, **Robert Mugabe** s'en accommode très bien depuis deux ans.

Pendant les massacres, le gouvernement était en vacance. La résolution de l'ONU est faible, mais une fois l'ultimatum terminé, l'Union africaine devrait intervenir. Il faut que le G8 lui prête assistance pour aider la population. Le Royaume-Uni doit demander un mandat de l'ONU fort et Tony Blair doit prouver que le devoir moral à agir n'était pas un vain mot.

## Jakob Kellenberger



Ancien ministre des Affaires étrangères suisse (1992-1999), Jakob

### « Trop peu et trop tard pour les victimes du Darfour »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Too little, too late for the victims of Darfur », Jakob Kellenberger, *International Herald Tribune*, 30 août 2004.

Il y a deux réalités concernant le Darfour : on y compte de très nombreuses violations des Droits de l'homme et l'aide arrive trop tard et de façon insuffisante. Ces deux réalités doivent être prises en compte par le

Kellenberger est président du Comité international de la Croix rouge (CICR).

gouvernement soudanais, les groupes d'opposition armés et les acteurs humanitaires. De son côté, le **Comité international de la Croix-rouge (CICR)** doit s'assurer que toutes les parties respectent le droit international. Le CICR porte déjà assistance à 300 000 réfugiés. Cela compte pour les populations civiles, mais ce n'est pas assez.

Il faut une action politique pour briser le cycle de la violence et des déplacements de population. L'impact de la guerre a déjà été dévastateur pour les civils alors même que Khartoum niait l'existence du problème en affirmant qu'il n'y avait au Darfour que des combats tribaux. On ignore encore combien de morts a connu la région, mais les conditions même du conflit laissent les populations dans des situations de misère abjectes. Les règles élémentaires de la guerre ont été violées et les viols de masse sont fréquents, les plus faibles sont des cibles prioritaires. Cela doit cesser.

Le gouvernement soudanais a le devoir de protéger sa population et la communauté internationale a le devoir de faire respecter la loi internationale. Les gouvernements doivent reconnaître que l'action humanitaire n'est pas un substitut à l'action politique pour protéger les populations civiles.

## Paula Newberg

« Even if It's Not Perfect, a Ballot Beats a Bullet », par Paula Newberg

Ancienne conseillère du coordinateur de l'ONU pour l'Afghanistan, Paula Newberg est chercheuse à la Brookings Institution. Elle a récemment visité l'Afghanistan pour le National Democratic Institute.

### « Même si ce n'est pas parfait, un bulletin de vote vaut mieux qu'une balle »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Even if It's Not Perfect, a Ballot Beats a Bullet », par Paula Newberg, *Los Angeles Times*, 30 août 2004.

En élisant son président le 9 octobre, l'Afghanistan va faire un grand pas vers sa reconstruction. Al Qaïda, les Talibans, les seigneurs de guerre et les barons de la drogue sont une préoccupation profonde pour les Afghans et ceux qui veulent voir ce pays sortir du marasme après trente années de guerre.

Dix-huit candidats, dont Hamid Karzaï, se présentent à cette élection. Dix millions d'Afghans sont inscrits sur les listes électorales et une commission électorale a adopté une procédure de vote dans un pays qui n'est pas habitué à la démocratie. Bien qu'elle ait été reportée, cette élection respectera les principes de la conférence de Bonn. Malheureusement, la guerre a détourné les plans d'élection, entraînant la création de listes ethniques, des problèmes d'inscription ont fait naître des soupçons de discrimination et la campagne n'a lieu que dans certaines villes. Ni la police, ni l'armée ne sont équipés pour prévenir des troubles. L'élément le plus troublant est la place des milices privées dans la campagne dans le Nord et le centre du pays. Celles-ci pourraient détourner le processus électoral par la violence. La loi précise que les candidats ne peuvent pas être trafiquants de drogue, mais cela est extrêmement difficile à vérifier, tout comme il est difficile de vérifier que certaines milices sont belle et bien dissoutes.

Toutes ces difficultés poussent certains à dénigrer les élections et à demander leur report, mais ces élections, même imparfaites, sont le seul moyen de

conférer une légitimité au pouvoir pour qu'il poursuive la reconstruction du pays. Elles ne seront qu'une étape vers la démocratie.

## Matthew Levitt



Ancien analyste du FBI, Matthew Levitt est chercheur en étude sur le terrorisme au Washington Institute for Near East Policy. Il est l'auteur de *Exposing Hamas : Funding Terror Under the Cover of Charity*.

### « Un rapport dont les buts tactiques et stratégiques ne coïncident pas »

Source : Daily Star

Référence : « A report whose tactical and strategic goals don't square », par Matthew Levitt, *Daily Star*, 30 août 2004.

Le rapport de la **Commission d'enquête sur le 11 septembre** est un document remarquable et important, produit d'une équipe sérieuse et professionnelle qui a eu accès à une somme considérable de documents classifiés. Ce rapport, riche en informations a déjà secoué la campagne électorale et il est certain qu'il aura des implications bien après que le prochain président soit élu et prenne ses fonctions. Toutefois, si ce rapport aura des effets à long terme, il ne devrait pas produire de résultats à court et moyen terme.

Il présente l'ennemi comme le « terrorisme islamiste », une perversion de l'islam, et préconise de le vaincre idéologiquement. Il appelle donc les États-Unis à investir davantage dans l'éducation et à cesser d'être aveugles face aux régimes « amis » qui oppriment leur propres peuples. Le rapport préconise le développement des relations états-uno-saoudiennes sur d'autres questions que le pétrole et la sécurité et le financement des programmes qui enseignent la tolérance, le respect de la personne et des croyances différentes.

Malheureusement, beaucoup de recommandations à court terme sont en contradiction avec les objectifs à long terme.

Comment, en effet, promouvoir la démocratie tout en renforçant l'autorité centrale des pays où les terroristes se cachent ? Le rapport ne donne aucune solution pour chasser les terroristes là où ils se trouvent sans renforcer les régimes répressifs qu'il cherche à réformer. Les recommandations sur l'évolution des relations saoudo-états-uniennes ont ce même problème de cohérence. Cependant, le rapport, par sa seule existence et sa diffusion est important.